

LA RUSSIE SUR LE MARCHÉ MONDIAL DE L'ARMEMENT EN 2016

116

POLITIQUE ÉTRANGÈRE/DÉFENSE

L'année 2016 n'a été ni la meilleure ni la pire pour les exportateurs russes d'armement. Les chiffres officiels font état de ventes d'un montant de 15 milliards de dollars¹, soit un petit peu plus qu'en 2015 (14,5 milliards de dollars)². On est loin, toutefois, des chiffres record de 2013 (15,7 milliards de dollars)³. Ainsi, après une croissance impétueuse dans les années 2000, on assiste, ces cinq dernières années, à une stabilisation des volumes de fourniture voire, selon les points de vue, à une stagnation.

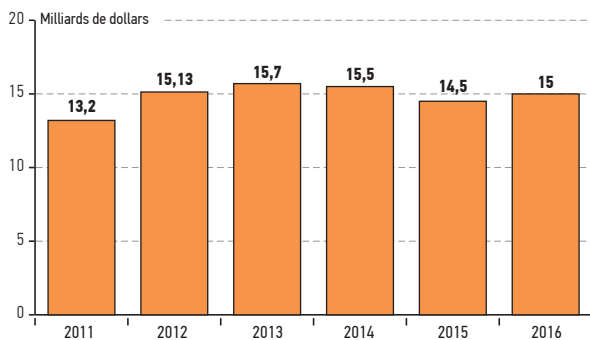
Par Konstantin Makienko, directeur adjoint du Centre d'analyse des stratégies et des technologies.

1. Allocution de Vladimir Poutine à la séance de la Commission chargée des questions de coopération militaire et technique, 22 mars 2017.

2. Allocution de Vladimir Poutine à la séance de la Commission chargée des questions de coopération militaire et technique, 29 mars 2016.

3. Déclaration de Viatcheslav Dzirkaln, directeur adjoint du Service fédéral de coopération militaire et technique, 8 février 2014, <http://tass.ru/politika/947921>

GRAPHIQUE 1. DYNAMIQUE DES EXPORTATIONS RUSSES D'ARMEMENT, 2011-2016 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Source : Centre d'analyse des stratégies et des technologies (CAST).

En ce qui concerne la signature de nouveaux contrats, après l'année record de 2015 où des accords avaient été conclus pour 26 milliards de dollars⁴, on assiste à une chute brutale : 9,5 milliards de dollars⁵ – soit le chiffre le plus bas depuis 2011. Les prises de commande sont inférieures de 5,5 milliards de dollars à la valeur des livraisons officiellement effectuées, ce qui entraîne une baisse du carnet de commandes de 56 milliards de dollars à la fin de 2015, à 50 milliards un an plus tard. Rappelons que l'impressionnant volume de contrats de 2015 était vraisemblablement lié à la signature de gros accords avec l'Égypte, qui avait commandé quarante-six chasseurs MiG-29M/M2. Si, pour une raison mystérieuse, le porte-parole de l'avionneur en avait nié l'existence⁶, des cadres haut-placés de la compagnie l'avaient, eux, confirmée⁷. L'Égypte avait, en outre,

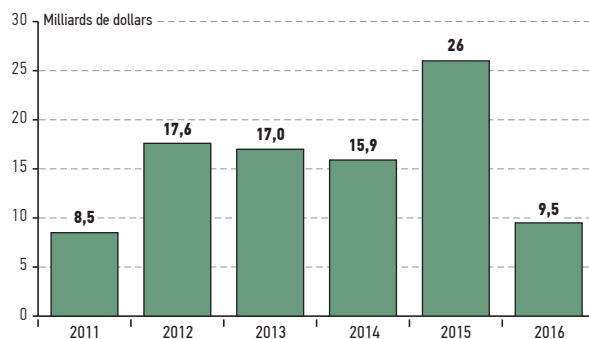
4. Allocution de Vladimir Poutine à la séance de la Commission chargée des questions de coopération militaire et technique, 29 mars 2016.

5. Allocution de Vladimir Poutine à la séance de la Commission chargée des questions de coopération militaire et technique, 22 mars 2016.

6. RAC MiG, « *Rossia nie podpissyvala s Egiptom kontrakt na postavkou MiG-29* » [La Russie n'a pas signé avec l'Égypte de contrat pour la livraison de MiG-29], déclaration de l'attachée de presse de la RAC MiG, Anastassia Kravtchenko, https://ria.ru/defense_safety/20150821/1199305269.html

7. « *Korporatsia MiG postavit dva istrebitelia MiG-29M/M2 v Severnouïou Afriku* » [La corporation MiG livrera deux chasseurs MiG-29M/M2 en Afrique du Nord], https://ria.ru/defense_safety/20160205/1370342560.html

GRAPHIQUE 2. NOUVEAUX CONTRATS DE FOURNITURE D'ARMEMENT RUSSE, 2011-2016
[EN MILLIARDS DE DOLLARS, PRIX COURANTS]



Source : Centre d'analyse des stratégies et des technologies (CAST).

commandé quarante-six hélicoptères d'attaque Ka-52 Alligator⁸. Toutefois, ces gros contrats de 2015 n'ont pas entraîné, jusqu'à présent, une augmentation sensible du volume de livraisons, dans la mesure où celles-ci n'ont pas encore commencé en direction de l'Égypte. Manifestement, chasseurs et hélicoptères seront fournis à ce pays en 2017.

2016 n'a pas apporté la confirmation d'une opinion largement répandue, selon laquelle l'emploi d'armement russe en Syrie en augmenterait les commandes à l'étranger. Le processus des pourparlers est si long qu'un observateur extérieur ne peut, pour le moment, déceler les résultats concrets du facteur syrien. On peut néanmoins espérer que l'effet Syrie se manifeste *a posteriori*. En principe, le grand bénéficiaire de la participation aux opérations de combat doit être le bombardier tactique Su-34. L'expérience acquise par les forces aérospatiales russes en Syrie a également permis de rapides perfectionnements du matériel.

8. « Russia postavit Egiptou 46 boïevykh vertiolotov Ka-52 "Alligator" [La Russie livrera à l'Égypte 46 hélicoptères d'attaque Ka-52 « Alligator »], <http://www.interfax.ru/world/488001>

UN CONTEXTE EXTÉRIEUR DÉFAVORABLE

La stagnation des exportations d'armement a plusieurs causes. Les principales sont les prix bas des hydrocarbures au niveau mondial, la diversification des importations d'armes en Inde, l'impact de l'embargo du Conseil de sécurité de l'ONU sur les livraisons d'armement à l'Iran (à l'exception des systèmes de défense aérienne), ainsi que la densification de l'environnement concurrentiel, due à l'arrivée sur le marché de nouveaux exportateurs des plus dynamiques, en premier lieu la Corée du Sud.

Le Venezuela qui, entre 2006 et 2012, avait acquis pour 11,4 milliards de dollars de matériel militaire russe et qui, certaines années, occupait la troisième ou la quatrième place dans la liste des importateurs d'armement en provenance de Russie, traverse une grave crise politique et économique. Le projet bolivarien est au bord de l'effondrement. Le *krach* de l'économie vénézuélienne, conséquence de la chute des prix du pétrole et résultat naturel de la politique économique de ce régime de gauche, rend peu vraisemblable l'achat par Caracas de nouveaux armements russes.

Les possibilités d'une série d'autres gros acheteurs, dont l'économie dépend des exportations de pétrole et de gaz, ont également diminué. Les principaux sont l'Algérie, l'Irak (deuxième place pour les acquisitions d'armements et techniques militaires en 2014), l'Azerbaïdjan et, dans une moindre mesure, le Kazakhstan. L'année 2016 a vu des retards de paiement pour des fournitures d'armements russes de la part d'acquéreurs pétro-dépendants, tels que l'Azerbaïdjan⁹ et l'Iran¹⁰.

Paradoxalement, la baisse des prix de l'énergie a également eu un impact négatif pour la Russie sur le marché des importateurs d'hydrocarbures. Ainsi, la rapide croissance économique de l'Inde, dont l'un des relais a été, justement, le prix bas du pétrole, renforce la tendance des militaires indiens à acheter des armements occidentaux, plus onéreux que ceux de fabrication russe. Cela vaut aussi, dans une moindre mesure, pour le Vietnam, qui s'intéresse de plus en plus, ces derniers temps, à l'armement israélien, européen, voire américain.

9. I. Safronov, D. Boutrine, D. Kozlov, O. Kouznetsova, « V neoplatnom Bakou » [Dans Bakou l'insolvable], *Kommersant*, 3 mars 2016.

10. A. Khazbiev, « Iranou netchem platit za S-300 » [L'Iran n'a pas de quoi payer ses S-300], *Ekspert*, 11 mars 2016, <http://expert.ru/2016/03/11/iran-ostalsya-bez-deneg/>

En outre, l'Inde mène avec constance sa politique de diversification des sources d'importation de matériel de défense. Après une brusque activation des relations militaires et techniques indo-américaines, il semblait que les plus gros exportateurs d'armement soient tous sur ce marché, à l'exception de la Chine. Ces derniers temps, le Japon cible à son tour ce qui constitue le plus important marché de la défense au monde (ou le second après l'Arabie saoudite). Tokyo, peu à peu, assouplit les limites qu'il s'était fixées sur les exportations d'armes et est parvenu à vendre à Dehli des avions amphibies. Un petit nouveau dans le club des gros exportateurs d'armements, la Corée du Sud, a remporté un beau succès en signant un contrat de fourniture à l'armée indienne de nombreuses pièces d'artillerie automotrice. Ajoutons les procédures bureaucratiques généralement paralysantes, la grotesque pratique des appels d'offres, les *offsets* aussi irréalistes que cauchemardesques, la campagne populiste *Made in India* – le tout compliquant singulièrement la tâche des exportateurs d'armement à destination de l'Inde.

On constate, dans l'ensemble, que sur les marchés des cinq ou six clients majeurs de la Russie – Inde, Algérie, Venezuela, Vietnam, Iran... –, la situation des exportateurs russes est devenue nettement plus ardue ces dernières années.

LES PARTICULARITÉS DE 2016

La pause indienne

Les deux dernières années se caractérisent par un niveau inhabituellement bas de la coopération avec le client le plus important de la Russie depuis dix ans : l'Inde. En 2016, ce pays n'a représenté que 16 % du portefeuille d'obligations contractuelles des exportateurs russes d'armement¹¹. Le premier d'entre eux, Rosoboronexport, avait, à la fin de 2016, des commandes pour 4,6 milliards de dollars¹², dont 2 milliards représentant des contrats passés au cours de l'année¹³.

11. Déclaration de Vladimir Drojgov, directeur adjoint du site officiel du Service Fédéral de coopération militaire et technique, Interfax-AVN, 14 février 2016.

12. Déclaration de Sergueï Goreslavski, directeur adjoint de Rosoboronexport, Interfax-AVN, 16 février 2016.

13. *Idem*.

En 2013-2014, le montant annuel des livraisons à l'Inde était de 4,7-4,8 milliards de dollars, soit 28-30 % des exportations russes¹⁴. Il n'est pas très juste de comparer la valeur des livraisons réelles à celle des contrats signés. Néanmoins, cette mise en parallèle indique que 2015 et 2016 n'ont pas été les années les plus rentables pour les échanges d'armements entre la Russie et l'Inde.

Outre le processus de diversification des sources d'importations d'armements, on observe sur le marché indien une tendance à orienter la demande vers une gamme de prix plus élevés. Cela transparait particulièrement dans l'achat d'avions militaires de transport et de patrouille américains et dans l'acquisition de Rafale français, dont le prix oscille entre 91 et 94 millions d'euros l'unité. Précisons, à titre de comparaison, que le Su-30MKI, construit sous licence par la société Hindustan Aeronautics Limited (HAL) revient à 55 millions de dollars. L'accroissement de cette tendance à faire l'acquisition de technologies de pointe occidentales très onéreuses ressortit à une sorte de « vertige du succès » qui s'est emparé de l'élite militaire et politique indienne sur la vague des réussites économiques, et l'illusion que l'Inde était indispensable aux Américains dans leur rivalité croissante avec la Chine. Toutefois, dans un contexte de ressources restant objectivement limitées, cette politique conduit à rompre tous les programmes de modernisation des forces armées. Ainsi, le prix trop élevé de Rafale a contraint l'Inde à n'en acheter que trente-six, au lieu d'acquérir et de produire cent vingt-six chasseurs moyens, comme le prévoyait l'appel d'offres *Medium Multi-Role Combat Aircraft* (MRCA)¹⁵.

On est, malgré tout, fondé à espérer que la « pause » de 2014-2016 restera une simple fluctuation dans l'histoire des échanges militaires et technologiques entre la Russie et l'Inde. En 2018 (et peut-être même durant l'année en cours), la situation commencera à revenir à la normale, à savoir que la part de l'Inde dans le portefeuille devrait se situer entre 25 et 30 %.

En octobre 2016, au cours d'une visite de Vladimir Poutine à New Delhi, plusieurs accords intergouvernementaux ont été signés, portant sur une série de gros projets : livraisons de systèmes de défense antiaérienne et antimissile S-400, de quatre frégates du Projet 11356 de la classe Talwar, organisation de la production sous licence, en Inde, d'hélicoptères légers Ka-226T. Tous ces

14. 4,78 milliards de dollars en 2013 et 4,7 milliards en 2014.

15. Pour plus de détails, voir K. Makienko, « Nedostatok ressourcev pri izbytkie ambitsii » [Manque de moyens et ambitions démesurées], Lenta.ru/ <https://lenta.ru/articles/2017/02/21/faults/>

projets en sont actuellement au stade des négociations commerciales et peuvent représenter, lorsqu'ils seront signés, un montant de 10-11 milliards de dollars. La signature des accords intergouvernementaux portant sur les S-400, les frégates et les hélicoptères, peut être considérée comme l'événement majeur de l'année 2016 dans le domaine de la coopération militaire et technique russe avec des États étrangers.

De plus, des pourparlers sont en cours concernant la livraison d'un autre lot d'hélicoptères Mi-17B-5 (quarante-huit pièces) et de quatre cent soixante-quatre chars de combat T-90C, pour un montant total probable de 3,5 milliards de dollars. Enfin, selon une déclaration du président de HAL, Suvarna Raju, un contrat doit être signé dans quelques mois en vue de moderniser en profondeur le parc indien de chasseurs Su-30MKI. Le montant de ce programme s'élèverait à 7-8 milliards de dollars, dont une partie conséquente reviendrait aux radaristes, motoristes et fabricants d'avionique russes. Il existe donc une réelle perspective de signer de nouveaux contrats pour un montant de 20 milliards de dollars, ce qui ramènerait l'Inde à sa place de partenaire principal de la Russie pour la coopération militaire et technique.

La réémergence de la Chine

En 2016, la coopération avec la Chine a été, au contraire, nettement plus active. Jusqu'en 2006, ce pays était un très gros destinataire d'armements russes, puis il avait cédé la place à l'Inde. Jusqu'aux environs de 2013, la coopération militaire et technique entre la Russie et la Chine a été au plus bas, avant de remonter progressivement. Dans un premier temps, les Chinois se sont limités principalement à des achats de moteurs d'avion et d'hélicoptères de transport. Pourtant, en 2015, Pékin renouvelait ses achats de systèmes d'armes et de plateformes de combat. Le carnet de commandes en provenance de la Chine s'élevait en fin de compte, pour 2016, à 8 milliards de dollars¹⁶.

Cette brusque augmentation du volume des commandes chinoises est assurée par des contrats de fourniture de vingt-quatre Su-35 de génération « 4++ », de systèmes de défense antiaérienne et antimissile S-400, de moteurs d'avion AL-31F (pour les copies chinoises du Su-30 et les chasseurs légers J-10) et D-30KP-2 (pour les bombardiers H-6K et les avions de transport Il-76 et

16. A. Nikolski, « Kitaï vozvrachtchaïetsia » [Chine : le retour], *Vedomosti*, 2 novembre 2016.

Y20). Il est à noter que si, dans le domaine des systèmes de défense aérienne, la Chine a été le premier acheteur de S-300PMU-2 – alors ce qu'il y avait de plus moderne – et si sa commande actuelle de S-400 n'a, sous ce rapport, rien d'étonnant, dans le secteur des plateformes d'aviation, elle se contentait jusqu'à présent de technologies qui n'étaient pas les plus en pointe. L'acquisition de Su-35 crée un précédent, puisqu'il s'agit du plus moderne des chasseurs russes accessibles à des acquéreurs étrangers. La Chine s'assure avec eux une supériorité sur les chasseurs Su-30MKI de l'Inde.

La vente de systèmes ultramodernes tels que le S-400 et le Su-35 témoigne d'un changement d'attitude de Moscou, qui hésitait jusqu'alors à livrer aux Chinois ses technologies de défense les plus nouvelles. L'explication qui vient aussitôt à l'esprit est la dégradation des relations avec l'Occident et, en premier lieu, avec les États-Unis. Cette activation des relations avec la Chine peut aussi être un signal adressé à l'Inde, lui indiquant que sa réorientation vers des achats d'armements occidentaux ne sera pas sans conséquences.

CROISSANCE DE L'EXPORT « NON-COMMERCIAL »

La grande particularité de 2016 aura été le niveau élevé de fournitures « non-commerciales », effectuées dans le but, non de réaliser des bénéfices, mais d'atteindre à certaines finalités politiques. Depuis 1991, la coopération militaire et technique avec des États étrangers avait généralement des visées commerciales. Toutefois, ces dernières années, la situation dans la politique extérieure du pays a entraîné l'apparition d'une composante militaro-politique des exportations d'armement.

Les bénéficiaires en ont été la Syrie et les États membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Damas a eu droit à de grosses livraisons de matériels issus des stocks du ministère russe de la Défense, et les États de l'OTSC ont obtenu des prix très avantageux. La Syrie a reçu au moins dix bombardiers modernisés Su-24M2, des chars T-90A, des armes légères et de petit calibre, ainsi que des munitions. Le Nicaragua, lui, a été doté de cinquante chars T-72B1. Précisons que ces livraisons ne sont pas toutes « non-commerciales ». On peut ainsi, sans grand risque de se tromper, émettre l'hypothèse que les Su-25 d'attaque au sol livrés à l'Irak à titre exceptionnel (au nombre de

quatre) ou les quelques dizaines (soixante environ) de chars T-72B envoyés en Ouganda ont fait l'objet de contrats parfaitement commerciaux.

Les grands bénéficiaires des armements parmi les pays de l'OTSC sont, traditionnellement, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Arménie. En 2016, Minsk a reçu des systèmes de défense antiaérienne, des avions de formation et d'entraînement Yak-130, des véhicules blindés de transport de troupes et des hélicoptères de transport ; Astana, des chasseurs Su-30SM en complément de quatre appareils livrés en 2015 ; Erevan, un système de missile opérationnel tactique Iskander. On notera que ces trois États disposent de systèmes des plus modernes ; l'Arménie a notamment été le premier possesseur étranger d'un système Iskander.

STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE ET NOMENCLATURE DES EXPORTATIONS

Les deux dernières années ont pour caractéristique une part relativement peu élevée des pays de la région Asie-Pacifique dans le volume total des contrats engageant les exportateurs russes d'armements. Elle représente 40-45 % – ce qui est anormalement peu pour une macrorégion regroupant trois partenaires majeurs de la Russie : Inde, Chine et Vietnam. D'ordinaire, cette part représentait 60-65 %. Cela tient pour partie à la baisse d'intensité de la coopération avec l'Inde, déjà évoquée. Toutefois, la principale raison réside dans le carnet de commandes des États d'Afrique du Nord. Au total, le carnet de commandes des pays africains représentait 21 milliards de dollars¹⁷, dont un milliard pour les États de l'Afrique sub-saharienne. L'Égypte et l'Algérie ont assuré 20 milliards de dollars, autrement dit ces deux pays ont des contrats comparables en volumes à toute la région Asie-Pacifique. La part des pays latino-américains dans le carnet de commandes était de seulement 9 %¹⁸.

Dans la structure des livraisons d'armements, l'aviation prédomine, avec jusqu'à 50 % des montants¹⁹. Parmi les exportations d'avions de combat, les

17. A. Frolov, « Itogui voïenno-tekhniticheskogo sotroudnitchestva Rossii s inostrannymi gossoudarstvami v 2016 godou » [Bilan de la coopération militaire et technique de la Russie avec des États étrangers en 2016], *Eksport vooroujenii*, n° 6, 2016.

18. *Ibidem*.

19. Déclaration de Vladimir Kojine, vice-président de Russie chargé de la coopération militaire et technique, 23 mars 2017, <http://www.vestifrance.ru/articles/83053/print>

chasseurs lourds Su-30/35 l'emportent, il en a été expédié dix-huit à l'étranger. L'Algérie a reçu huit Su-30MIKI(A), le Vietnam quatre Su-30MK2, la Chine les quatre premiers Su-35, le Kazakhstan deux Su-30SM. Des MiG-29 ont été livrés à l'Inde, pays qui dispose également de six MiG-29K embarqués de dernière génération, selon un contrat de 2012 qui en prévoit vingt-neuf. De plus, l'Inde a poursuivi son programme de modernisation du parc de MiG-29B, sur le modèle des MiG-29UPG. Des avions de formation et d'entraînement Yak-130 ont été envoyés en Biélorussie (quatre unités), au Bangladesh (deux) et en Birmanie (trois), autrement dit seulement neuf au total pour l'export.

Traditionnellement, on exportait en quantité des hélicoptères de combat et de transport. Des livraisons des tout nouveaux Mi-28NE ont été effectuées en Irak et en Algérie, des Mi-35M ont été envoyés en Irak et au Kazakhstan. De plus, l'Algérie a été fournie en hélicoptères lourds de transport Mi-26T2. La géographie des exportations d'hélicoptères de la famille des Mi-17 est, comme toujours, très vaste.

La défense antiaérienne a représenté 22 % des livraisons. L'événement le plus important dans ce secteur est la livraison prévue à l'Irak de quatre divisions de systèmes antiaérien et antimissile S-300PMU-2, ce qui a permis de clore un contrat douloureux et politiquement très important. La Biélorussie a été quant à elle dotée d'une division de S-300PS provenant des réserves du ministère russe de la Défense, ainsi que d'une de Tor-M2K de nouvelle génération. L'Égypte a été livrée, vraisemblablement, d'une division d'un puissant système de défense antiaérienne et antimissile longue portée S-300VM. Il se peut qu'on ait continué à fournir l'Algérie et l'Irak en Pantsir S-1, et le Brésil a eu droit à des missiles sol-air portatifs Igla-S.

La nomenclature et la géographie des fournitures pour les équipements terrestres (18 % du montant des exportations) ont été extraordinairement vastes. Parmi les transferts les plus significatifs, on citera les livraisons de chars de combat T-90S à l'Azerbaïdjan et, plus encore, à l'Algérie qui a dû en recevoir une centaine.

En ce qui concerne les armes navales (10 % des exportations), le plus gros transfert a été la livraison au Vietnam des deux derniers sous-marins du projet 636M, dans le cadre d'un contrat de 2009 portant sur la construction de six unités de ce type. Quatre avaient été livrés auparavant. Le contrat était donc entièrement honoré en 2016.

LES PERSPECTIVES POUR 2017

Dans les déclarations officielles concernant les exportations d'armement pour 2017, les estimations restent très prudentes. Le volume des livraisons est au niveau de celui de 2016. Si l'on tient compte du fait que, durant l'année en cours, commencera l'expédition des pièces prévues par les contrats passés avec l'Égypte, que les fournitures de S-400 à la Chine et les livraisons de chasseurs Su-35 à ce pays passeront de quatre à dix unités, ces prévisions paraissent des plus réalistes, voire par trop pessimistes.

En ce qui concerne les nouveaux contrats, la signature d'une partie de ceux prévus dans le cadre des accords intergouvernementaux passés avec l'Inde en octobre 2016, est très probable. Les chances sont grandes, en outre, de finaliser un contrat avec l'Indonésie pour l'achat de chasseurs Su-35 et, avec l'Algérie, pour des bombardiers Su-32/34. La demande demeure élevée pour les systèmes russes de défense antiaérienne, ce qui peut entraîner la réception de nouvelles commandes de systèmes S-400 et Buk-M2. Bref, il n'est pas impossible de revenir à un niveau de contrats d'un montant d'environ 15 milliards de dollars, ce qui permettrait de stabiliser le carnet de commandes et d'assurer des perspectives fermes de livraisons pour les trois années à venir.